



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250428-lmc1382329-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 29 avril 2025
Date de publication : 29/04/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 28 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/229		
HABITAT SPÉCIFIQUE - DEMANDE D'AIDE À L'ETAT POUR LA GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE LA MILLONNE A SIX-FOURS-LES-PLAGES - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/229

BUREAU DU 28 AVRIL 2025

**O B J E T : HABITAT SPÉCIFIQUE - DEMANDE D'AIDE À L'ETAT
POUR LA GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS
DU VOYAGE DE LA MILLONNE A SIX-FOURS-LES-
PLAGES - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoyant dans chaque département l'élaboration d'un schéma départemental d'accueil des gens du voyage,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Bureau Communautaire du 16 avril 2007, validant les projets de création d'aires d'accueil sur le territoire de l'agglomération,

VU la délibération du conseil métropolitain n°21/09/305 du 30 septembre 2021 relative à l'actualisation des tarifs des aires d'accueil des gens du voyage,

VU l'arrêté du 9 mars 2018 modifiant le montant mensuel de l'aide forfaitaire prévues à l'article L.851.2 du Code de la Sécurité Sociale,

VU la décision du bureau métropolitain n°21/519 du 4 octobre 2021 relative à la modification du règlement intérieur, de la convention et ses annexes pour les aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la convention ci-annexée conclue entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de La Millonne à Six-Fours-Les-Plages, pour l'année 2025,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié la gestion de cette aire d'accueil à la société SG2A L'Hacienda dans le cadre d'un marché de prestations de gestion et entretien pour l'ensemble des aires d'accueil,

CONSIDERANT qu'une aide forfaitaire est versée annuellement aux établissements publics de coopération intercommunale qui gèrent une ou plusieurs aires d'accueil de gens du voyage et qu'elle est octroyée en fonction du nombre de places de caravanes effectivement occupées sur ladite aire,

CONSIDERANT que le versement de cette aide est subordonné à la signature d'une convention entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans laquelle est précisée le montant de l'aide versée défini par le nombre total de places et l'occupation effective de celles-ci,

CONSIDERANT que cette aire dispose de 28 places de caravanes sur 14 emplacements, il convient pour la métropole de solliciter auprès de l'Etat cette aide pour un montant de 36 027,78 € au titre de l'année 2025, soit 3 002,31 €/mois,

CONSIDERANT que ce montant est prévisionnel et fera l'objet d'une régularisation en début d'année 2026, en fonction de l'occupation effectuée sur 2025, lorsque la Métropole TPM aura transmis au Préfet la déclaration prévue au II de l'article R.851-6 du Code de la Sécurité Sociale,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE SOLLICITER l'Aide à la Gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de La Millonne (AGAA) auprès de l'Etat au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention entre l'Etat et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage de La Millonne, à Six-Fours-les-Plages, ainsi que tout document relatif à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que la recette sera à percevoir sur l'opération n°52544, article 74718, service Finance.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Convention conclue entre l'État et TPM
en application de l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale pour la gestion de l'aire
d'accueil des gens du voyage « La Millonne » à SIX FOURS pour l'année **2025**

Entre les soussignés,

L'État représenté par Monsieur le Préfet du Var,
Désigné sous le terme de « l'administration »

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée
Sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex9
Représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Désigné sous le terme de « le gestionnaire »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement de l'aide financière de l'État, dénommée « Aide au Logement Temporaire 2 » (ALT2) prévue par l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale et des articles R.851-2, R.851-5, R.851-6 pour la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage désignée ci-dessous :

Aire de Six Fours - La Millonne
191 rue d'Ollioules
83140 SIX FOURS LES PLAGES

Elle détermine les droits et obligations des parties.
Sa signature conditionne le versement de l'aide pour l'année **2025**.

Article 2 : Capacité d'accueil et activité retenues pour le calcul de l'aide mensuelle provisionnelle.

Une description avec les caractéristiques de chaque aire figure en annexe 1 de la présente convention.

Le nombre total de places conformes aux normes techniques du décret n°2019-1478 du 26 décembre 2019 est de 28 places.

Le détail de la disponibilité mensuelle des places conformes pour la période de la convention est précisé en annexe 2.

Le taux d'occupation provisoire mensuel pris en compte pour le calcul de l'aide provisionnelle liée à l'occupation est précisé pour chacune des aires en annexe 2.

Le taux d'occupation moyen global pour l'année au titre de la présente convention est de :

66,78808 %

Article 3 : Les conditions financières

▪ *Le montant de l'aide versée*

Le gestionnaire bénéficie, en soutien de la gestion des places de l'aire d'accueil d'une aide d'un montant total provisionnel de **36 027,78 € (TRENTE SIX MILLE VINGT SEPT EUROS ET SOIXANTE DIX HUIT CENTIMES)** pour la période de la convention.

Ce montant se décompose comme suit en :

- *Un montant fixe* déterminé en fonction du nombre de places conformes aux normes techniques, effectivement disponibles, par mois, par aire d'accueil, figurant en annexe 2 :

$$28 \text{ places} \times 56.50 \text{ €} \times 12 = 18\,984 \text{ €}$$

(DIX HUIT MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT QUATRE EUROS)

Soit un total de **18 984 €** au titre des places conformes disponibles pour l'année **2025**

- *Un montant variable* provisionnel déterminé en fonction du taux prévisionnel d'occupation mensuel des places, détaillé en annexe 2.

$$(28 \text{ places} \times 75.95 \text{ €}) \times 12 = 25\,519.20 \times 66,78808 \% = 17\,043,78 \text{ €}$$

(DIX SEPT MILLE QUARANTE TROIS EUROS ET SOIXANTE DIX HUIT CENTIMES)

Soit un total provisionnel de **17 043,78 €** au titre de l'occupation prévisionnelle pour l'année **2025**.

▪ *Les modalités de versement*

Le Préfet adresse sans délai un exemplaire de la présente convention conclue entre les parties à la caisse d'allocations familiales chargée du paiement de l'aide.

L'aide est versée mensuellement, par douzième du montant total provisionnel, à terme échu, au gestionnaire de l'aire par la caisse d'allocations familiales, soit un montant mensuel à verser de :

$$36\,027,78 \text{ €} / 12 = 3\,002,31 \text{ €}$$

▪ *Les modalités de régularisation du versement de l'aide*

Avant le 15 janvier de l'année suivante, le gestionnaire fournit au Préfet la déclaration prévue au II de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale établie conformément au modèle annexé à l'arrêté du 30 décembre 2014 par le biais de la procédure dématérialisée prévue à l'article 2 de l'arrêté précité.

Sont joints à cette déclaration :

- Le rapport de visite mentionné à l'article 9 du décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019
- Un état arrêté à la date du 31 décembre indiquant pour les douze derniers mois l'aide versée par la caisse d'allocations familiales
- Le montant de la recette des droits d'occupation des places acquittés par les gens du voyage perçue ainsi que les dépenses de fonctionnement et d'entretien de l'aire.

En l'absence de transmission de la déclaration prévue au II de l'article R. 851-6 du code de la sécurité sociale, et après mise en demeure du préfet, le montant de la part variable de l'aide versée est récupéré.

Le Préfet notifie au gestionnaire par décision, le montant de l'aide effectivement due au titre de la présente convention ainsi que le montant de l'aide restant à percevoir ou le montant du trop-perçu à recouvrer.

La décision préfectorale est adressée simultanément à la caisse d'allocations familiales pour régularisation du paiement dû au titre l'année écoulée (par versement complémentaire, récupération ou compensation).

Article 4 : Définition du droit d'usage et montant de la caution correspondante

Le droit d'usage d'une place est défini comme suit :

Le tarif de la redevance de stationnement est de **4 € par jour** ;

Le dépôt de garantie, d'un montant maximum équivalent à un mois de droit d'emplacement, est acquitté au gestionnaire à l'arrivée sur l'aire. Il fait l'objet d'une remise d'un récépissé. Le montant est restitué au moment du départ de l'aire en l'absence de dégradation ou d'impayé. La restitution de chaque caution vient en atténuation de recettes.

Le dépôt de garantie est fixé à : **120 €**

Le versement par l'usager chaque semaine, d'une somme forfaitaire de **50 €** en acompte du paiement de ses frais de séjour et des consommations d'eau et d'électricité. L'usager paie par avance la consommation de ses fluides. En fin de séjour, les sommes réellement dues sont ajustées sur présentation du décompte des coûts à la charge de l'occupant au titre des différentes prestations ;

Le fonctionnement de l'aire de SIX FOURS est régi par un règlement intérieur. Ce règlement intérieur limite la durée du séjour à 3 mois consécutifs. 2 séjours maximum sont autorisés sur une année avec un délai entre 2 séjours de 30 jours minimum. Ce délai est susceptible d'être prolongé en raison de la scolarisation des enfants, de suivi d'une formation, de l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une hospitalisation.

Article 5 : Les obligations du cocontractant

- *Le titre d'occupation des usagers :*

Le gestionnaire s'engage à remettre à la personne ou à la famille accueillie, un document indiquant les références de l'aire d'accueil (nom, adresse) et les coordonnées du gestionnaire, le règlement intérieur qui mentionne les obligations minimales à respecter par tout occupant de l'aire d'accueil, un état des

lieux effectué à l'entrée et à la sortie de l'occupant ainsi qu'une plaquette d'informations générales (sociales, scolaires, partenaires...).

Le titre d'occupation devra mentionner le montant de la participation demandée par le gestionnaire de l'aire aux personnes accueillies.

▪ *Les obligations relatives à la maintenance et à l'entretien des locaux de l'aire :*

Lors de la signature de la convention, le Préfet s'assure du respect de l'entretien de l'aire d'accueil, de son gardiennage et de la conformité de l'aire à la déclaration figurant à l'annexe 1. En cas de non-conformité, soit l'aide n'est pas attribuée, soit elle est suspendue à compter du premier jour du mois civil suivant le signalement par le préfet à la caisse d'allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'aire en bon état d'entretien. L'aire d'accueil est attachée à un dispositif de gestion et de gardiennage permettant d'assurer, grâce à une présence quotidienne non nécessairement permanente au moins cinq jours par semaine et à une astreinte technique téléphonique quotidienne.

▪ *Les éléments de suivi de l'activité de l'aire :*

Le gestionnaire de l'aire fournit au Préfet, annuellement, en même temps que la déclaration prévue à l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, un bilan d'activité de l'aire et notamment les données populationnelles figurant en annexe 3.

Article 6 : Le contrôle de l'autorité compétente

En application de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, le Préfet effectue un contrôle sur pièces des éléments transmis par le gestionnaire de l'aire.

Lorsque le contrôle sur pièces des déclarations fait apparaître une erreur entre le nombre de jours d'occupation mensuelle effective par place et la recette mensuelle de l'aire, le Préfet, après avoir invité le gestionnaire à présenter ses observations, lui notifie au plus tard le dernier jour du mois de février le montant qu'il retient pour le versement de l'aide au titre du 2° du II de l'article R. 851-5, en lui indiquant les voies et délais de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent. Dans le même délai, il en informe la caisse d'allocations familiales qui verse ou récupère la différence.

En cas de défaut de déclaration, le Préfet met en demeure le gestionnaire de la produire dans le délai de quinze jours. Passé ce délai, et sans déclaration, le Préfet informe la caisse d'allocations familiales qu'elle doit récupérer les versements effectués l'année précédente au titre du 2° du II de l'article R. 851-5.

En outre, le gestionnaire est également tenu de fournir au ministre chargé du logement ou à son représentant ainsi qu'au ministre chargé des affaires sociales ou à son représentant ou aux membres des corps d'inspection de l'État tous les renseignements non nominatifs et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention sous réserve de ceux couverts par un secret lorsque les conditions sont réunies pour l'invoquer valablement.

Article 7 : La durée de la convention

La convention a une durée d'un an, du **1^{er} janvier au 31 décembre 2025**.

Article 8 : Modification et résiliation de la convention

Durant la période de validité de la convention, une modification du nombre de places conformes et disponibles, peut être apportée par avenant à la présente convention.

La convention peut être résiliée, par l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

En cas de non-exécution par le gestionnaire de ses engagements conventionnels ou d'une fausse déclaration au préfet ou à la caisse d'allocations familiales, le préfet, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention dans un délai d'un mois.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Toulon sis 5 rue Racine 83000 Toulon.

TOULON, le

<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président,</p>	<p>Pour le Préfet et par délégation, La Directrice Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités par intérim</p>
<p>Jean-Pierre GIRAN</p>	<p>Nelcie FERRERE</p>

ANNEXE 1 La MILLONNE 2025

Gestionnaire :

SG2A L'HACIENDA

1306 Chemin du Champ de Lière
69140 Rillieux la Pape

Localisation de l'aire : la Millonne

191 rue d'Ollioules 83140 Six-Fours-Les-Plages

Capacité d'accueil :

- Nombre de places conformes aux normes techniques édictées par le décret n°2001-569 du 29 juin 2001 : 28
- Superficie moyenne des places : 75 m2
- nombre de places : 28
- Nombre d'emplacements : 14
- Nombre de caravanes : 1
- Superficie moyenne des places : 75 m2

Équipements collectifs : *(Sanitaire, borne eau et électricité, locaux...)*

Équipements individuels : *(Sanitaire individuel, lavabo, douche et WC, prises électriques...)*

- Un bâtiment d'accueil avec sanitaire.
- Une zone de stockage pour les conteneurs à déchets.
- 14 modules comprenant chacun 2 emplacements, 1 PMR. Chaque emplacement est équipé d'un sanitaire, d'une douche, une cuisine couverte avec évier, un étendoir à linge.
- Chaque module comprend un local technique commun aux deux emplacements (cumulus, compteur d'eau, d'électricité, disjoncteur...).
- Une place centrale.
- De l'éclairage public.

Services :

En dehors des heures d'accueil, il y a en permanence un agent d'astreinte 24 heures / 24, 7 jours / 7 et 365 jours / an.

Modalités de gestion et gardiennage :

- Les usagers acquittent au gestionnaire leur redevance de séjour, l'eau, l'électricité et le dépôt de garantie par l'intermédiaire d'un système de télégestion par prépaiement. Lors d'une arrivée sur l'aire d'accueil, les voyageurs versent un dépôt de garantie et achètent un crédit à partir duquel sont décomptées leurs consommations. Quand le crédit est épuisé, l'accès aux fluides est interrompu par le logiciel et ils doivent réapprovisionner leur compte.
- L'aire d'accueil accueille les voyageurs munis d'une pièce d'identité, il leur est également demandé de présenter les cartes grises et assurances de leurs caravanes et véhicules. Le chef de famille est tenu de décliner l'identité de toutes les personnes séjournant sur l'emplacement qui lui est alloué.

- Le temps de stationnement sur l'aire est limité à 2 mois. Un délai de carence de 1 mois est exigé entre 2 séjours. Deux séjours maximum sont autorisés Une dérogation peut être accordée.

- Mission du gestionnaire :

- Etablissement de fiches navette, du rapport hebdomadaire, du rapport mensuel et du rapport annuel.

- Accueil des familles : il assure l'accueil physique et téléphonique ainsi qu'une permanence sur l'aire (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h à 15h et le samedi de 9h00 à 12h00). Il enregistre les arrivées /départs, effectue les états des lieux, les relevés de compteurs, il informe les résidents du règlement intérieur.

- Il entretient les espaces verts les espaces communs et effectue les petites réparations.

- Il assure la gestion financière, la tenue des bilans (taux d'occupation, mouvements, durée moyenne des séjours...).

- Un agent d'accueil et un agent d'entretien assurent ces missions.

Autres :

Tarifs séjours :

- dépôt de garantie : 120€

- droit de séjour : 4€/emplacement

- eau : 3,9 €/m³

- électricité : 0,17 €/kWh

ANNEXE 2
ALLOCATION TEMPORAIRE DE LOGEMENT (ALT2)
Calcul de l'aide provisionnelle

Année	2025
Nom et coordonnées du gestionnaire de l'aire	SG2A L'Hacienda
Désignation de l'aire	Aire de la Millonne
Nombre de places conformes aux normes techniques (prévues par le décret n 2001 - 569 du 29 juin 2001)	28

Montant de l'aide ALT2 provisionnelle				
	Nombre de places conformes disponibles retenu (1)	Montant mensuel de la part fixe	Taux d'occupation mensuel prévisionnel (2)	Montant mensuel provisionnel de la part variable
Janvier	28	1 582,00	67,34 %	1 432,03
Fevrier	28	1 582,00	70,97 %	1 509,27
Mars	28	1 582,00	69,53 %	1 478,58
Avril	28	1 582,00	63,33 %	1 346,85
Mai	28	1 582,00	59,91 %	1 274,00
Juin	28	1 582,00	68,93 %	1 465,84
Juillet	28	1 582,00	72,87 %	1 549,63
Aout	28	1 582,00	67,11 %	1 427,13
Septembre	28	1 582,00	61,49 %	1 307,61
Octobre	28	1 582,00	62,15 %	1 321,78
Novembre	28	1 582,00	62,02 %	1 319,00
Décembre	28	1 582,00	75,81 %	1 612,10
Total	336	18 984,00	66,78808 %	17 043,78

Moyenne des taux d'occupation mensuels retenus	66,78808 %
Montant annuel retenu pour la part fixe	18 984,00
Montant annuel provisionnel pour la part variable	17 043,78
Total annuel provisionnel	36 027,78
Montant mensuel provisionnel à verser (douzième à verser par la CAF)	3 002,32

(1) places conformes disponibles par mois : vous indiquerez un nombre de places pondéré si ces places ne sont pas disponibles sur la totalité du mois

(2) : taux à déterminer par mois à partir de l'occupation des deux années précédentes

STATISTIQUES (Annexe 3)
ALLOCATION TEMPORAIRE DE LOGEMENT (ALT2)

Année :	2024
Département	83

Nom et adresse de l'aire	Aire de LA MILLONNE – 191 Rue d'Ollioules – 83140 SIX FOURS LES PLAGES
---------------------------------	---

Coordonnées du gestionnaire	SG2A L'HACIENDA 1306 Chemin du Champ de Lière 69140 Rillieux la Pape 1306 CHEMIN DU CHAMP DE LIERE
------------------------------------	--

Personnes accueillies	
Nombre total de personnes accueillies - TOTAL	88
dont : hommes	33
femmes	26
enfants de moins de 18 ans	29
dont : personnes seules et couples sans enfant à charge	35
personnes seules et couples avec enfants à charge	24
Durée moyenne de séjour des personnes (en mois)	1,27

Nombre de personnes ayant quitté l'aire dans l'année après un séjour de :	
Moins de 15 jours:	21
Entre 15 jours et 3 mois:	30
Entre 3 et 6 mois	17
Entre 6 mois et 1 an:	13
Plus de 1 an:	2

